Ulrich Beck
Préface de **Daniel Cohn-Bendit**

NON À L'EUROPE ALLEMANDE

Vers un **printemps européen ?**

autrement

Extrait de la publication

« Tout le monde le sait mais l'affirmer revient à briser un tabou : l'Europe est devenue allemande. »

NON À L'EUROPE ALLEMANDE

Comment en sommes-nous arrivés là ? Peut-on venir à bout de la crise européenne ? L'union politique est-elle envisageable ? Pour Ulrich Beck, nous avons trop longtemps mis de côté la question d'une société commune au profit de l'économie. Le célèbre sociologue allemand dénonce la politique d'austérité menée par Angela Merkel, qu'il nomme *merkiavélisme* en référence au *Prince* de Machiavel. Ulrich Beck appelle de ses vœux un réveil démocratique et pose les principes d'un contrat social européen, seule alternative possible à cette « Europe allemande » vouée à l'échec.

La collection **HAUT ET FORT** accueille des voix indépendantes, singulières, engagées. Par son expérience et ses choix, chaque auteur incarne un combat à la fois personnel et politique.

Traduit de l'allemand par **Nathalie Huet**.

Conception graphique : Thomas Dimetto.
Imprimé et broché en Italie
–
Retrouvez toute notre actualité sur
www.autrement.com
et rejoignez-nous sur **Facebook**

NON À L'EUROPE ALLEMANDE

Extrait de la publication

Collection **Haut et fort**

Le suivi éditorial de cet ouvrage a été assuré par Anne-Charlotte Sangam.

www.autrement.com

© Éditions Autrement, Paris, 2013.

Extrait de la publication

NON À L'EUROPE ALLEMANDE

Vers un printemps européen ?

Ulrich Beck

Traduit de l'allemand
par Nathalie Huet

Éditions Autrement
Collection **Haut et fort**

Extrait de la publication

Préface

Quand Kierkegaard tente d'élucider le « saut de la foi », il se réfère au passage biblique du sacrifice d'Isaac par son père Abraham. Cet abandon à la volonté divine de « Crainte et tremblement » évoque ainsi le caractère absolument impénétrable de l'acte de foi. C'est le *Credo quia absurdum*.

Un credo qui semble fonctionner quand on tente de comprendre à froid la manière dont les dirigeants européens avancent dans la construction de l'Europe. Ceux-ci donnent en effet l'impression de procéder par « sauts aveugles » espérant pieusement aboutir quelque part. Comme si, en fin de compte, le ressort de l'action politique émanait d'une sorte de conscience magique affranchie de tout principe de réalité et dépourvue d'arguments.

Une fois enclenchée la dynamique européenne conçue comme projet de pacification, de prospérité et lieu de réalisation des libertés, la classe politique européenne s'est contentée d'ajustements mineurs sans jamais se poser la question

Extrait de la publication

de la nature de leur coopération et du sens de l'Union européenne dans un monde en pleine mutation.

Après la chute du mur de Berlin, et alors que les perspectives de développement économique et social devenaient toujours plus incertaines, l'Union européenne n'a pas jugé nécessaire d'évaluer l'ampleur des changements à l'œuvre ni de mesurer à quel point la mondialisation serait déstabilisatrice. À aucun moment n'aura été posée la question de la raison d'être de l'Union européenne dans le monde du XXIe siècle. Davantage préoccupés par leurs « affaires intérieures » vampirisées par les échéances électorales, les leaders européens se sont littéralement laissé dépasser par les événements. Le jeu politique s'est appauvri au point de ressembler à un enchaînement de « coups politiques » dépourvu de vision à long terme et incapable d'intégrer la dimension européenne dans son « patrimoine génétique », perdant ainsi peu à peu de sa crédibilité. À aucun moment les gouvernements européens ne semblent avoir vu l'opportunité que représentait le niveau européen pour construire leur propre politique. À aucun moment ils n'ont perçu l'Union européenne comme leur nouvel espace à gouverner afin d'amplifier leur action politique.

Déboussolées, anachroniques, telles sont les réponses que les Européens appliquent au

Extrait de la publication

monde du XXIe siècle. Comme le souligne Ulrich Beck, les solutions classiques sont devenues inopérantes dans une société où la finance et l'économie se sont totalement émancipées des cadres nationaux. Quand la raison nous force à considérer une coopération étroite des États pour opérer le rattrapage politique indispensable à la préservation de leur autonomie, les États choisissent de parier sur une rédemption par la nation – ou au mieux sur une Europe « nationalisée » à l'image de l'Europe allemande merkiavélienne. Leur incapacité à penser l'action politique et sa légitimité en dehors du carcan national a non seulement renforcé la face intergouvernementale de l'Union européenne – au détriment de l'action communautaire –, mais elle les prive en plus de toute emprise sur le monde avec pour corollaire leur propre déclin politique. Aveuglée par des catégories d'un autre âge, la classe politique semble avoir démissionné du monde et perdu la société.

Face à leur impuissance inavouée, les États européens seraient-ils en phase de renouer avec le stoïcisme ? Dans la Grèce antique, au moment où le contexte sociopolitique ne permit plus aux individus de se reconnaître dans la vie de la Cité, ils se réfugièrent dans une pensée repliée sur elle-même. Cette posture de renoncement est admirablement résumée par Hegel

Extrait de la publication

dans la *Phénoménologie de l'esprit* quand il dit de la conscience stoïcienne qu'elle est « libre aussi bien sur le trône que dans les chaînes ». Autrement dit, ne pouvant plus agir ni se reconnaître dans le monde concret, le stoïcien finit par s'enfermer dans l'abstraction de la pensée. Évidemment, pour Hegel, ce « moment de l'Esprit » constitue une avancée du point de vue du cheminement de la conscience de soi. Mais pour nous qui sommes aujourd'hui confrontés à une nouvelle phase de l'aventure européenne, cette posture est pour le moins décalée, pour ne pas dire suicidaire.

Pour la première fois dans son histoire, l'État-nation n'a plus la capacité de résister aux assauts continus de la sphère économique. Pour la première fois, et sans jamais l'avouer, ceux qui dirigent ces États ne sont plus en mesure de tenir leurs promesses ni même d'assurer la survie politique de leur propre État. À force de différer l'intervention politique pour réguler les marchés, ils se sont rendus incapables de garantir une concurrence équitable. À force d'éviter l'action concertée, ils ont commis la « faute originelle de l'euro » – ne rencontrant pour seul cadre que la béance de la puissance publique – pour se retrouver dans une crise incontrôlable. Une crise qui est donc directement liée au *no man's land* poli-

tique et qui se retourne simultanément contre les États et contre l'Union européenne.

Évidemment, il ne suffit pas de reproduire l'incantation souverainiste en produisant un discours européiste bigot incapable de justifier le nouveau sens que peut et doit prendre l'Europe pour assurer non seulement sa survie et celle des États, mais également pour rendre possibles des stratégies de développement durable et équitable.

Certes, la critique du pari néolibéral forcené initié par la « révolution conservatrice » est fondée : on ne peut nier qu'il soit relayé aussi bien dans les instances gouvernementales que dans les sphères communautaires. Des visions concurrentes de l'Europe sont en jeu. Des visions qui renvoient à des mondes et des modèles de société divergents qui se fondent sur des conceptions antinomiques du politique. Il est évident que le modèle européen envisagé, notamment par un David Cameron, n'est pas celui d'une Europe unie fondant sa légitimité sur la démocratisation de la mondialisation mais celui de la subversion de l'Union européenne – et finalement des États – par les marchés. Sa représentation de l'Europe repose sur une compréhension du politique réduit à sa plus simple expression : assurer sa réélection et relayer les intérêts de « sa City ». On est par conséquent très loin d'une approche

Extrait de la publication

visant à orienter activement la mondialisation économico-financière vers un développement universel socialement et écologiquement soutenable. Ce qui déroute peut-être le plus dans les propos de ce Premier ministre entièrement voué à la cause intergouvernementale, c'est qu'il prétend prôner un modèle avant-gardiste et salutaire pour les États. C'est à proprement parler du délire. À moins qu'à ce stade de son histoire l'Europe n'opte pour une forme de darwinisme social où les marchés financiers et le principe de la concurrence non faussée pris de manière idéologique régiraient l'optimisation des capitaux et des ressources humaines qu'une classe politique – en fin de compte assez futile – assisterait religieusement…

Dès lors, même s'il fallait se résoudre à l'hypothèse d'une classe dirigeante cynique dont la préoccupation première serait de rafler la mise en pariant sur la demande croissante du côté des pays émergents – en oubliant au passage leurs cosociétaires soumis à des mesures d'austérité accélérant la dégradation de l'État social et l'accroissement des inégalités –, cela n'amènera pas pour autant l'économie mondiale à renouer spontanément avec la raison. Autrement dit, ce solipsisme offensif, même s'il était payant à court terme, s'écraserait tôt ou tard contre un mur. Si certains préfèrent rester sourds aux

Extrait de la publication

revendications de justice sociale, il n'en reste pas moins vrai que ce sont les économistes eux-mêmes – et non des moindres – qui réclament, au nom de l'intérêt bien compris, un rééquilibrage démocratique pour assurer la viabilité de l'économie mondiale. Nous sommes arrivés à un point où le capitalisme est lui-même victime de l'entropie puisqu'il ne voit même plus « son propre intérêt » à long terme. Comme le souligne Beck, « l'adversaire le plus convaincant et le plus endurant de l'économie financière globale est finalement l'économie financière globale elle-même ».

Ni bons ni mauvais en soi, les marchés n'ont pas cette capacité miraculeuse que cherchent à lui allouer les « révolutionnaires conservateurs ». L'autorégulation du marché est un mythe ! L'avidité pour les rendements immédiats, l'irresponsabilité sociale relèvent d'une logique qui reste étrangère aux idées de répartition équitable des bénéfices dans la société et d'épanouissement des individus. Ces dérives sont le résultat de l'absence d'intervention de la « puissance publique » dont le corollaire est l'affaiblissement de la puissance publique elle-même.

Dès lors, si la critique de l'Europe dominée par l'intergouvernementalisme et instrumentalisée par les tenants d'un néolibéralisme économique dur est légitime, elle ne discrédite pas pour

autant l'utopie plausible qu'est l'Europe. Celle-ci demeure le cadre à partir duquel nous devons penser et réorganiser tant la pensée que la vie politique. À l'heure où de plus en plus d'États semblent résolus à lui reprendre des pouvoirs trop facilement concédés, il me semble urgent de clarifier les positions : quelle idée de l'Europe défendons-nous ? Quel est le rôle du politique ? Quelles seraient les implications d'une « politique européenne intérieure » ?

À ce propos, il m'apparaît clairement que l'idée européenne demeure la matrice la plus appropriée pour penser l'avenir et exister dans le monde globalisé du XXIe siècle. Désormais État et Union européenne sont liés de manière « consubstantielle ». Aujourd'hui, le discours politique responsable est celui qui renonce au lyrisme sur l'« intérêt national » devenu vide de sens s'il y a forclusion de sa dimension européenne.

Pour la première fois dans son histoire, l'Union européenne est affaiblie au point que sa survie est menacée. Les événements ont pris une tournure littéralement existentielle. Comme le dit Beck, « les Européens font l'expérience de la finitude de l'Europe ».

Cette « fêlure » dans les pratiques quotidiennes a forcé la réaction politique et mis l'Allemagne en situation dominante. Faute d'avoir su – ou voulu – imaginer une gouvernance efficace à

Extrait de la publication

l'échelon européen, les gouvernements se sont laissé submerger par la crise et ont créé les conditions de l'avènement de l'Europe allemande. « Armée » de la puissance économique, la chancelière a fait preuve d'une aptitude remarquable en voyant dans le désordre généralisé l'occasion d'asseoir son pouvoir et d'imposer sa vision de l'Europe. En prônant comme vertu la « logique du risque », « la menace d'effondrement de la zone euro » est ainsi devenue l'instrument de contrainte d'Angela Merkel. Merkiavel synthétise donc l'alliage machiavélien subtil de *fortuna* et de *virtù* autorisant un renversement catégorial inouï puisque la légitimité de son action est fondée sur l'urgence d'agir face au risque. C'est ainsi que dans un même mouvement elle parvient à reléguer les souverainistes en mal de pureté et de légalité dans la posture de la « belle âme ».

Au fil des mois, sous les feux de l'urgence, la béance entre la classe dirigeante et ceux pour qui elle est censée agir n'a fait que croître. La politique donne l'impression de s'être coupée du monde. À aucun moment dans l'histoire de cette crise, et alors que les réponses ne parvenaient pas à en enrayer le déferlement, la question des anomalies du fonctionnement politique de l'Union et de ses États n'est entrée en ligne de compte. Parée d'une « rhétorique de la menace », l'instance intergouvernementale de

Extrait de la publication

l'Union européenne a peu à peu élargi ses pouvoirs. Par « la force des choses », un « fédéralisme exécutif » tel que décrit par Habermas s'est donc mis en place. Cette fragilisation démocratique est d'autant plus inquiétante que la logique du risque a également précipité la situation au point de concentrer les pouvoirs dans les mains d'un seul pays : l'Allemagne.

Nous avons atteint un équilibre instable dont l'issue reste ouverte. Et l'ironie de l'histoire veut que Merkiavel soit devenue la personne qui pourrait faire basculer l'Europe vers un intergouvernementalisme aux allures autoritaires ou, au contraire, comprendre que son intérêt rejoint celui des Européens. Autrement dit, mettre fin à la tergiversation pour impulser une Europe politique agissant dans l'intérêt commun tant au niveau économique qu'aux niveaux écologique, social et de l'éducation.

La société du risque présente donc l'avantage de provoquer l'action. Cette « société du conditionnel comme état permanent » pousse aux réactions gouvernementales, mais elle permet aussi l'éveil de la société à la conscience européenne. L'Europe ne peut être imposée coûte que coûte. Le changement de cap est possible et invalide le « *there is no alternative* ». Il est certain que les solutions durables ne peuvent être cherchées du côté d'une Europe allemande ou

Extrait de la publication

d'une France en grand. L'avenir appartient à une Europe de la coopération active et préoccupée par l'instauration de minima environnementaux et sociaux transversaux. Notre « salut » ne viendra donc pas des « sauts religieux » mais d'un sursaut politique.

Daniel Cohn-Bendit

Extrait de la publication

À Élisabeth

Extrait de la publication

Extrait de la publication

Achevé d'imprimer en avril 2013 chez Grafica Veneta, Italie, pour le compte des Éditions Autrement, 77, rue du Faubourg-Saint-Antoine, 75011 Paris. Tél. : 01 44 73 80 00. Fax : 01 44 73 00 12.
N° d'édition : L. 69EHAN000930.N001.
ISBN : 978-2-7467-3595-8. Dépôt légal : mai 2013.

Extrait de la publication